



BIBLIOTHEQUE

10

LES RISQUES

LES CATASTROPHES NATURELLES

Chaque année, des communes bretonnes sont déclarées en état de catastrophe naturelle, le plus souvent suite à une inondation. Certains territoires sont plus touchés que d'autres. Pourtant, la région n'est pas la plus exposée en France.

LES ALÉAS EN BRETAGNE

Depuis 1982, à l'exception des feux de forêt et des tempêtes, les arrêtés de catastrophes naturelles permettent aux victimes des communes sinistrées d'être indemnisées par les assurances.

Mouvement de terrain

27 arrêtés en Bretagne, soit 0,07 % des arrêtés de ce type en France



Tempête

1 276 arrêtés en Bretagne, soit 7,42 % des arrêtés de ce type en France. Les tempêtes sont rares mais dévastatrices. Lors des tempêtes de 1987 et 1999, quasiment toutes les communes bretonnes ont été classées en arrêté de catastrophe naturelle.



Séisme

2 arrêtés en Bretagne, soit 0,29 % des arrêtés de ce type en France



Chute de neige

28 arrêtés en Bretagne, soit 0,97 % des arrêtés liés aux chutes de neige en France



Action des vagues

607 arrêtés en Bretagne, soit 9,18 % des arrêtés liés à l'action des vagues en France



Inondation

3 678 arrêtés en Bretagne, soit 2,84 % des arrêtés de ce type en France. C'est l'aléa le plus fréquent en Bretagne puisque, depuis 1982, pas une année n'est passée sans classement suite à une inondation.



Au moins 2 fois

Toutes les communes bretonnes ont été touchées au moins 2 fois par un arrêté de catastrophe naturelle depuis 1982.

5 639 arrêtés de catastrophe naturelle, depuis 1982, en Bretagne

LES COMMUNES LES PLUS TOUCHÉES

8 communes ont fait l'objet de plus de 12 arrêtés de catastrophe naturelle entre 1982 et mai 2017.

commune classée plus de 12 fois en état de catastrophe naturelle



TROIS TERRITOIRES À RISQUE IMPORTANT D'INONDATION

Si le risque d'inondation est diffus et présent sur l'ensemble de la région, trois territoires concentrent les enjeux en matière d'habitants et d'emploi.

VILAINE, DE RENNES À REDON

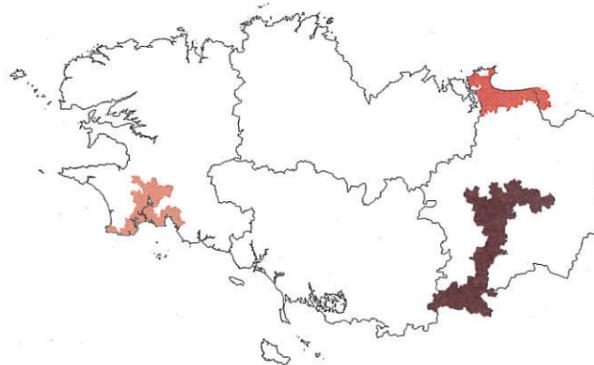
46 communes
plus de 34 000 habitants exposés
plus de 41 000 emplois exposés

SAINT-MALO, BAIE DU MONT-SAINT-MICHEL

26 communes
plus de 26 000 habitants exposés
plus de 16 000 emplois exposés

QUIMPER, LITTORAL SUD FINISTÈRE

19 communes
plus de 13 000 habitants exposés
plus de 14 000 emplois exposés



LES PLANS DE PRÉVENTION DES RISQUES NATURELS

Les plans de prévention des risques naturels (PPRN) imposent une réglementation en matière d'urbanisation des secteurs les plus soumis à des risques naturels. La plupart, en Bretagne, sont pris pour prévenir les inondations et les submersions marines.

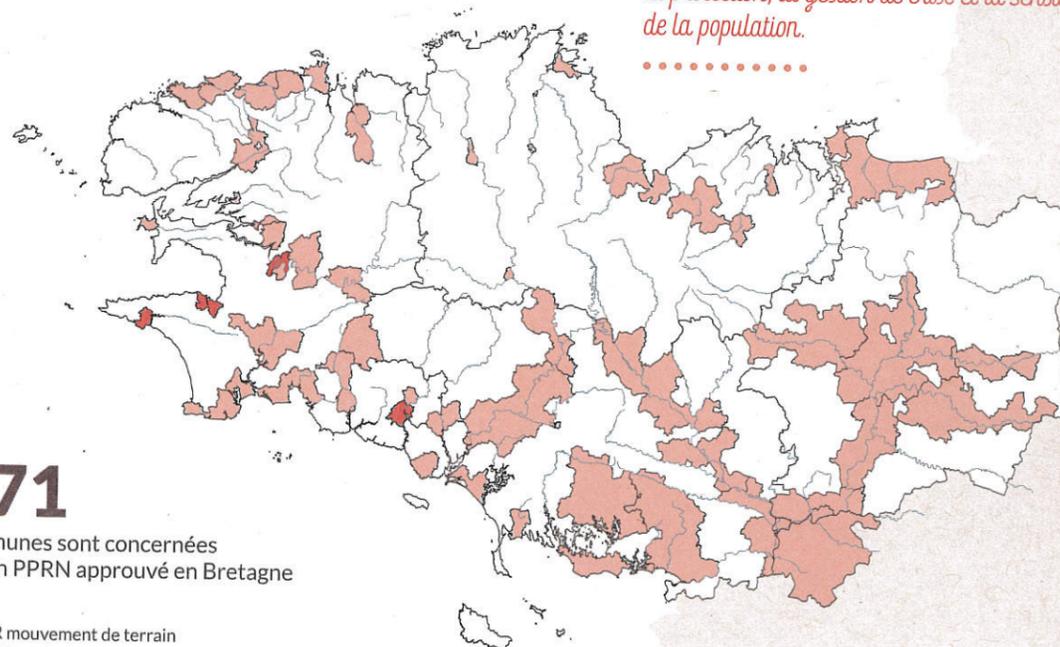
Les programmes d'action de prévention des inondations

789 communes en Bretagne sont concernées par 10 programmes d'actions de prévention des inondations (Papi). Ces derniers visent à réduire les conséquences des inondations par le biais de la gestion des flux d'eau, l'urbanisme, la prévention, la protection, la gestion de crise et la sensibilisation de la population.

271

communes sont concernées par un PPRN approuvé en Bretagne

- PPR mouvement de terrain
- PPR inondation ou littoral



MIEUX COMPRENDRE

Les inondations en Bretagne (2016) OEB
tinyurl.com/InondationsBretagne



MON TERRITOIRE

Connaître les risques près de chez soi
georisques.gouv.fr

LES RISQUES INDUSTRIELS

En Bretagne, les risques industriels sont en lien direct avec les activités économiques d'hier et d'aujourd'hui. Résultat de l'orientation agricole marquée de la région, l'essentiel des installations classées pour la protection de l'environnement sont des élevages.

LES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (ICPE)

Ces installations sont classées selon leur activité, la nature et la quantité de produits stockés ou mis en œuvre. Certaines doivent déclarer chaque année leurs rejets, en fonction de seuils prédéfinis, dans la base de données de déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.

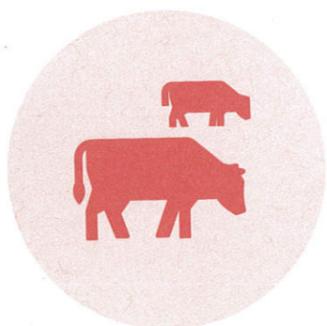
8 095 installations classées (enregistrées et autorisées) pour la protection de l'environnement en Bretagne

1 304 accidents industriels recensés en Bretagne entre 1992 et 2016, soit 5 % des accidents relevés en France

Élevages agricoles ▶

6 245

ICPE en Bretagne, soit 44 % des ICPE agricoles en France



◀ Gestion des déchets

18

ICPE en Bretagne, soit 3 % des ICPE gérant des déchets en France



◀ Établissements industriels

1 850

ICPE en Bretagne, soit 6 % des ICPE industrielles en France



◀ Carrières

192

ICPE en Bretagne, soit 5 % des carrières en France

Les dommages aux réseaux de gaz et d'électricité

En 2016, deux endommagements de réseaux par jour ont eu lieu en Bretagne sur les réseaux de gaz ou d'électricité, notamment lors de chantiers de travaux. Pour y pallier, la réglementation impose la réalisation d'une déclaration de travaux puis d'une déclaration d'intention de commencement de travaux avant tout chantier.

103 000 km

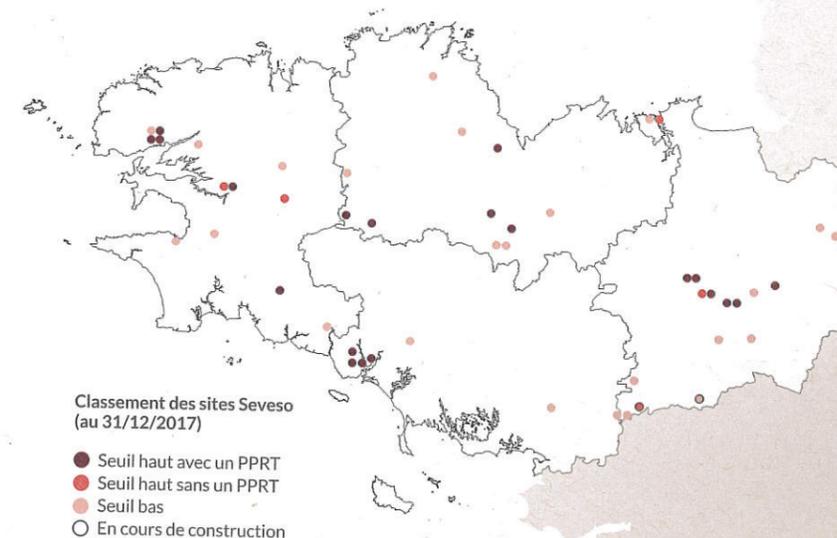
de réseaux de distribution d'électricité

10 000 km

de canalisations de distribution de gaz

LES SITES SEVESO

Parmi les ICPE soumises à autorisation, les établissements produisant des matières dangereuses doivent respecter une réglementation plus stricte. Ils doivent réaliser des études de dangers, des plans de secours et informer la population. Sur 51 sites Seveso, 20 sites de type « seuil haut » exploités avant 2003, font l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT).



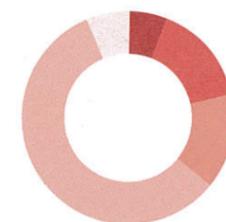
LES SITES ET SOLS POLLUÉS

Les services de l'État engagent des actions sur les sols pollués par d'anciens sites industriels. Ces sites accueillent notamment des usines à gaz, d'anciennes mines et dépôts de ferrailles, des activités liées aux déchets, aux hydrocarbures, au traitement de surface et à la métallurgie.



90

sites pollués ou potentiellement pollués en Bretagne dans 55 communes, soit 1 % des sites pollués en Métropole



MIEUX COMPRENDRE
tinyurl.com/Risques-technologiques



ACCÉDER AUX DONNÉES
tinyurl.com/Installations-classees
aria.developpement-durable.gouv.fr
basol.developpement-durable.gouv.fr